

### LES FINANCES

#### LA COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES— L'ÉMISSION DE TITRES AU TRÉSOR

**L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, en octobre dernier, le ministre de la Consommation et des Corporations et ses fonctionnaires ont conféré avec les autorités provinciales au sujet de la Commission nationale des valeurs mobilières. Il a dit qu'on déciderait sous peu de la présentation d'une mesure législative à cet égard. Une décision a-t-elle été prise et la mesure législative couvrira-t-elle l'émission de titres du Trésor sans la protection d'un appel à la souscription publique?

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations):** A la suite de la réunion dont a parlé le député, nous avons convenu d'avoir des entretiens bilatéraux avec les provinces. Comme je l'ai annoncé, nous sommes en train de rédiger une mesure législative sur les valeurs mobilières que nous soumettrons à l'examen des provinces. Je pense qu'il serait tout à fait incongru de ma part de laisser entrevoir dès maintenant ce qui sera contenu ou omis dans le bill ou envisagé par cette mesure législative.

### LES TRAVAUX D'HIVER

#### LES INITIATIVES DU MINISTÈRE AU SUJET DU PROGRAMME DE RÉFORME

**M. John Lundrigan (Gander-Twillingate):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Ayant étudié le mémoire de la Fédération canadienne des maires et municipalités, le ministre a-t-il décidé quelles mesures son ministère prendrait au sujet du programme de réforme proposé dans le mémoire en question pour remplacer le programme des travaux d'hiver?

**L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, on n'a pas l'intention de lancer un nouveau programme à l'heure actuelle.

**M. Lundrigan:** Monsieur l'Orateur, le ministre nous dirait-il si la Fédération a été informée que le gouvernement ne donnera pas suite aux instances et propositions contenues dans le mémoire?

**L'hon. M. MacEachen:** Monsieur l'Orateur, je serai heureux de me renseigner et de m'assurer que l'organisme a été avisé.

### LA RECHERCHE

#### LES UNIVERSITÉS ET L'OBSERVATOIRE DU MONT KOBAY

**M. Bruce Howard (Okanagan Boundary):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au

[M. l'Orateur.]

ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources quelle réponse il compte donner aux universités de l'Ouest canadien qui récemment ont demandé de prendre en charge l'observatoire du Mont Kobau?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, cette question...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Je ne suis pas convaincu de l'urgence de la question. L'honorable député pourra en discuter lors de l'ajournement.

### L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

#### L'EXTRADITION DE HAL BANKS

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. En raison des circonstances qui ont permis à Hal Banks de recevoir une sorte d'absolution du secrétaire d'État du gouvernement précédent des États-Unis, et comme, d'après mes renseignements, le Sénat américain est en train d'étudier l'affaire, surtout en ce qui touche à la contribution de \$100,000 versée à la caisse électorale du parti démocratique immédiatement après l'arrêté d'expulsion, le gouvernement envisagerait-il de demander au nouveau gouvernement américain de reviser l'arrêté du régime précédent afin de donner à Hal Banks l'occasion d'obtenir justice au Canada? (*Exclamations*)

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Encore ici, je ne suis pas sûr que la question soit d'une urgence immédiate, mais j'hésite à prier le très honorable représentant de la soulever à dix heures ce soir. Peut-être serait-il plus facile de permettre au très honorable premier ministre de répondre.

**Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, j'ai l'intention de toute manière d'être présent à dix heures; il doit y avoir un vote. Toutefois, autant vaut peut-être disposer immédiatement de la question. Notre position à ce sujet a déjà été indiquée à l'administration précédente. Nous estimons que le gouvernement des États-Unis, malgré les élections, est toujours le gouvernement des États-Unis et nous continuerons à respecter les décisions prises sous l'administration précédente. Naturellement, si le gouvernement actuel des États-Unis veut prendre des initiatives, nous nous empresserons de collaborer afin de nous assurer, comme le dit le très honorable représentant, que justice sera faite.